



Ministère de la Mobilité
et des Travaux publics
4, place de l'Europe
L-2940 Luxembourg

N/Réf. : 102173-M2

V/Réf. : 304 / 040836 PG*DIR - 201708

Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après la « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1^{er} août 2018 ;

Considérant la demande et les annexes du 7 août 2025 versées par Ministère de la Mobilité et des Travaux publics aux fins d'obtenir l'autorisation pour la modification des travaux de réhabilitation des OA4402, OA4403 et OA4404 le long de la N10 entre Born-Moulin et Hinkel sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Rosport-Mompach, section RC de Hinkel, sous le numéro 272/1784 ; que ladite modification consiste en une stabilisation des murs de soutènement au moyen d'un filet en acier clouté, en remplacement des pieux armés,

Arrête :

Conditions

- Article 1.-** Les travaux sont réalisés sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Rosport-Mompach, section RC de Hinkel, sous le numéro 272/1784, conformément à la demande et aux plans soumis n° 0192137-GC-EXE-001 A, 0192137-GC-EXE-002 A, 0192137-GC-EXE-003 A, 0192137-GC-EXE-004 A et 0192137-GC-EXE-005 A du 9 août 2024, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent document.
- Article 2.-** La taille des mailles du filet en acier est d'au moins 2 cm sur 2 cm.
- Article 3.-** Le préposé de la nature et des forêts (Triage de Rosport-Mompach, tél : 621 202 183) est averti avant le début et dès l'achèvement des travaux.

Informations

Toutes les autres conditions de la décision ministérielle n° 102173 du 9 septembre 2022 restent entièrement applicables.

La présente autorisation est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier.

Recours

Contre la présente décision, un recours en annulation peut être introduit devant le Tribunal administratif. Il doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le Tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être déposée auprès du Médiateur – Ombudsman. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Transmission

Conformément à l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité

Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement